

MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine trimestriel • Numéro 32

Octobre-Décembre 2016 • 10,95 €

*Défis économiques après
l'accord sur le nucléaire*

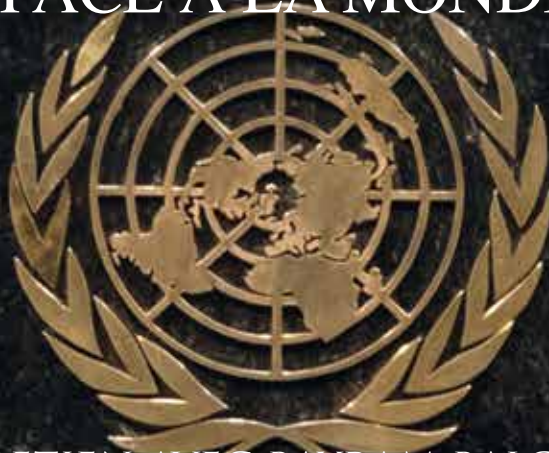
*Être sunnite dans un
régime islamique chiïte*

*Une nation aux
identités multiples*



IRAN

UNE SOCIÉTÉ FACE À LA MONDIALISATION



ENTRETIEN AVEC BAYRAM BALCI

La Turquie de Recep Tayyip Erdogan

WWW.MOYENORIENT-PRESSE.COM

M 07419 - 32 - F : 10,95 € - RD



Sommaire

Moyen-Orient n° 32 • Octobre-Décembre 2016

6 Actualités - Agenda - « Islam(s) »

9 Dessins pour la paix

REGARD...

10

10 ... de Bayram Balci sur la Turquie
de Recep Tayyip Erdogan

DOSSIER

15

16 Repères Iran : Cartographie

18 La République islamique d'Iran dans tous ses états
Yann Richard

24 Les identités iraniennes : du mazdéisme
au chiïsme d'État
Entretien avec Leïli Anvar

29 Repères société : Qu'est-ce qu'être féministe en Iran ?
Anne Lohéac

30 Dubaï, un pôle de pratiques artistiques pour l'Iran ?
Amin Moghadam

36 L'Iran à l'épreuve de la fuite des cerveaux
Clément Therme

41 La création littéraire d'un Iran qui s'ouvre au monde
Laetitia Nanquette

46 Repères culture : Qu'est-ce que le cinéma
d'Asghar Farhadi révèle de la société iranienne ?
Asal Bagheri

50 Une économie prometteuse, qui se heurte
à de nombreux obstacles
Entretien avec Fereydoon Khavand

56 Les Baloutches, d'une zone tribale au culte de l'iranité
Stéphane A. Dudoignon

62 Sociologie des pratiques religieuses en
République islamique
Entretien avec Amir Nikpey

68 Repères ville : Téhéran : quelle participation
« citoyenne » dans la mégalopole iranienne ?
Sahar Saeidnia

GÉOPOLITIQUE

72

72 Regards intimes sur un conflit : changements sociaux
chez les Sahraouis
Alice Wilson

78 Repères histoire : Quelques données sur le début
de la lutte de libération sahraouie
Francesco Correale

80 Guerre du Web et activistes des médias au
Sahara occidental
Sébastien Boulay et Julia Buquet

86 Dakhla : transformation d'une ville sous occupation
Victoria Veguilla del Moral

BD • LIVRES • CINÉ • WEB 92

9



© Khalid Gueddar

10



© Xinhua/He Canling

15



© Présidence iranienne

72



© BJK

92



© Vrazom



Sébastien Boulay et Julia Buquet

Respectivement anthropologue, maître de conférences à l'université Paris Descartes-Sorbonne, et titulaire d'un master 2 de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Membres du programme « Minorités, identités numériques et circulation des messages politiques sur le Web au Sahara » (MINWEB)



Les photographies nocturnes du camp de Tindouf (Algérie) ont été prises en 2015 par Georges Bartoli. Il s'intéresse notamment aux questions sociales et à l'altermondialisation. Ses travaux sont diffusés sur le site : www.divergence-images.com



Guerre du Web *et activistes des médias* *au Sahara occidental*

Depuis le milieu des années 2000, alors que les négociations diplomatiques entre les parties et l'ONU semblent dans l'impasse, le conflit au Sahara occidental s'est déplacé de la ligne de front, gelée par le cessez-le-feu de 1991, à d'autres terrains, en particulier communicationnels. Comme l'affirmait Mohamed Salem Laabeid, directeur de la RASD TV, en mars 2015, depuis les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf (Algérie), abritant depuis 1976 l'exécutif de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en exil, « c'est une guerre ! » et elle « se passe dans les territoires occupés » (1).

Longtemps cantonnées à la radio et aux échanges directs de cassettes et de lettres manuscrites transmises clandestinement, les technologies de communication ont connu une révolution sans précédent au Sahara occidental à partir des années 2000. La radio nationale de la RASD avait en effet joué, dès les débuts de la lutte armée (1973-1991), un rôle fondamental dans la mobilisation et la « conscientisation » de la population sahraouie autour de la cause anticoloniale et indépendantiste. Seul média

officiel, elle était émise en ondes courtes et très suivie dans les camps de Tindouf, mais difficilement captée dans les territoires sous contrôle du Maroc.

« Jusqu'à aujourd'hui, à l'intérieur des villes occupées, les gens ne peuvent pas écouter la radio avec un transistor normal, parce que les autorités marocaines brouillent la radio sahraouie. Quand nous diffusons avec des ondes horizontales, eux font le contraire ; c'est aussi une guerre des ondes. [...] Pour écouter notre radio, il faut sortir à 10 ou 15 kilomètres des villes des



Jeune activiste des médias habitant dans la *wilaya* de Semara, dans un camp de réfugiés de Tindouf (Algérie), en 2015.

© Georges Bartoli

territoires occupés. [...] Le plus paradoxal dans l'histoire, c'est que ce sont les prisonniers politiques sahraouis [...] qui ont pu écouter le plus la radio nationale, alors que les gens dans les territoires occupés ne le pouvaient pas », explique un journaliste de la radio nationale basé à Tindouf.

❧ Révolution technologique et sortie de l'isolement médiatique

Après le cessez-le-feu de septembre 1991, le blocus médiatique semble se desserrer, mais les communications entre les activistes sahraouis des territoires sous contrôle de Rabat et l'extérieur restent encore compliquées et extrêmement risquées : lignes téléphoniques fixes depuis des villes du royaume, fax et télex sont utilisés avec les plus grandes précautions. Les militants marocains des Droits de l'homme sont d'ailleurs à l'époque confrontés au même blocus. Dans les camps, les réfugiés sont moins dans l'isolement compte tenu du réseau de solidarité internationale dont ils disposent et qui leur offre certaines opportunités de contacts avec le monde extérieur. C'est l'irruption du téléphone portable et des premiers

cybercafés dans les années 2003 et 2004 qui offre, d'abord aux étudiants sahraouis installés dans les villes algériennes et marocaines, puis aux collégiens et lycéens vivant dans les principales cités des territoires occupés, des opportunités d'expression de leurs idées et désirs d'engagement politique, eux qui n'ont pas connu la guerre, mais qui comptent tous parmi leurs proches des disparus, des martyrs, des victimes de violations graves. À l'époque, les jeunes Sahraouis commencent à utiliser clandestinement et dans l'anonymat les *rooms* de discussion du site de messagerie instantanée et collective Paltalk, car le réseau social Facebook ne fait son apparition dans la région qu'en 2009. Ainsi peut-on constater une évolution dans les techniques, mais aussi dans les usages médiatiques. Ces nouveaux outils de communication jouent clairement un rôle moteur dans la mobilisation et la structuration de l'*intifada* (révolte) des collégiens et lycéens sahraouis de mai 2005, qui sont pour la plupart très jeunes et acquis au discours pacifiste de deux icônes de la résistance civile sahraouie à l'occupation marocaine, Aminatou Haidar et Ali Salem Tamek. Réprimée par la force, cette « *intifada* de l'indépendance » met sur le devant de la scène une nouvelle génération de militants qui n'hésitent pas à couvrir, par téléphone portable, les manifestations pour la radio nationale. On retrouve cette jeune génération d'activistes en octobre et





novembre 2010 à l'occasion d'une deuxième révolte, qui a lieu à une dizaine de kilomètres d'El-Ayoum, au lieu-dit Gdim Izik, un an après la grève de la faim d'Aminatou Haidar à l'aéroport de Lanzarote (Îles Canaries, Espagne). À l'intérieur de ce campement dressé pendant plus d'un mois et habité par environ 15 000 personnes, qui est violemment démantelé par les autorités marocaines le 8 novembre 2010, certains d'entre eux s'improvisent correspondants de la radio nationale et de la RASD TV, officiellement créée et lancée le 20 mai 2009, et le restent jusqu'à présent, comme Salha Boutenguiza, qui est aujourd'hui l'une des principales figures de la RASD TV et des réseaux sociaux militants sahraouis.

À partir de ce tournant de la résistance sahraouie dans les territoires sous contrôle marocain, les liaisons entre ces activistes des médias des villes occupées, mais aussi entre eux et les camps de Tindouf, ne cessent de se développer et leurs productions Web de se multiplier sur les réseaux sociaux (Facebook) ou les sites de partage de vidéos (YouTube).

Militer, informer, émouvoir

Formés dans les établissements d'enseignement secondaire et les universités algériennes, pour les cyberactivistes des camps de réfugiés, dans les collèges, lycées et universités marocains, pour ceux des territoires occupés, ils se sont pour la plupart improvisés reporters, correspondants, rédacteurs, techniciens audiovisuels, caméramans, en autodidactes, souvent à l'aide de tutoriels visionnés sur YouTube et avec la solidarité de leurs camarades, mais aussi d'humanitaires de passage, voyant dans ces nouveaux outils un moyen de lutte à leur portée. Dotés de

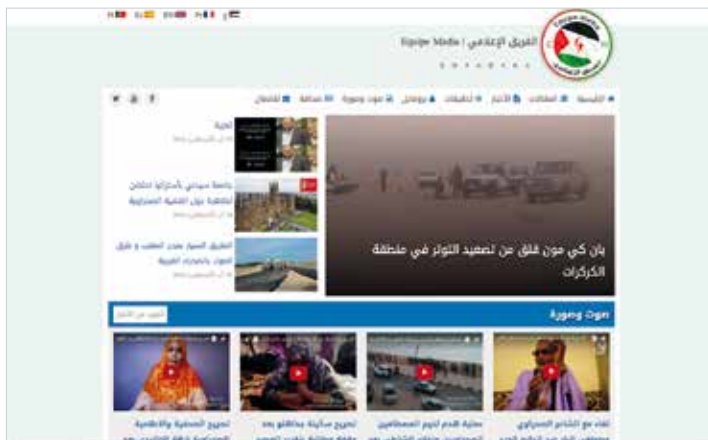
Proches de la cause indépendantiste, des pages journalistiques sur Internet sont la principale source de diffusion, donc d'informations, sur les réfugiés sahraouis et les zones sous contrôle du Polisario.

ressources matérielles extrêmement limitées, commençant par de simples téléphones portables, ces jeunes disent partager un même objectif : témoigner des réalités vécues par la population sahraouie et des violations des Droits de l'homme, et briser le blocus médiatique imposé à la région en touchant l'« extérieur », à travers les agences de presse et le réseau de solidarité international auprès du peuple sahraoui. Ce souci de rendre visible la situation des Sahraouis rejoint celui des activistes des Droits de l'homme avec lesquels ils œuvrent en étroite coordination.

Ces jeunes assument totalement leur militantisme au profit de la cause indépendantiste, tout en reconnaissant parfois que leur volonté de professionnalisation n'en est rendue que plus difficile. Si des médias officiels, comme l'agence Sahara Press Service, la RASD TV ou la radio nationale, affichent clairement leur appartenance au mouvement de libération pour lequel elles disent œuvrer, les autres sites d'information sahraouis, qui revendiquent une certaine liberté d'expression, admettent leurs difficultés à produire une information originale et fiable. L'objectif, par exemple, du groupe Equipe Media est de produire un journalisme de qualité, de terrain, réalisé depuis les territoires occupés et destiné à l'étranger. Mais ces informations peinent souvent à sortir du seul témoignage à sensation et à diffuser un fait fouillé et recoupé, à même d'intéresser des rédactions professionnelles internationales.

Ces groupes médiatiques et reporters de terrain fournissent néanmoins une somme d'informations et de documents qui, depuis quelques années, rendent effectivement visibles et audibles au monde entier des interviews avec d'ex-détenus politiques sahraouis ou d'ex-disparus, des manifestations pacifiques, des réunions de soutien à des familles de jeunes civils tués par les forces de l'ordre marocaines, élevés au rang de martyrs de la cause sahraouie, des clichés de séquelles physiques de tortures, des clips d'artistes engagés, etc. La majorité des vidéos montées et produites par ces groupes, de tailles et d'ambitions diverses, se consacrent aux opérations de répression violente de manifestations pacifiques sahraouies, essentiellement animées par des femmes, le but étant clairement d'émouvoir tant la population sahraouie que la communauté internationale particulièrement sensible au sort des femmes dans le monde musulman.

Dans cette société à forte tradition orale, l'image animée, diffusée sur le Web et la télévision par satellite, semble avoir largement pris le dessus sur la voix, dont la radio a longtemps été (et reste) le média phare pour les Sahraouis. Et ce d'autant plus que la couverture Internet est de bonne qualité dans les





© Georges Banoli

Présentation du journal d'information en langue espagnole de la RASD TV, dans un camp de réfugiés de Tindouf, en 2015.

viles des territoires occupés, mais aussi, depuis 2014, dans les camps de réfugiés de Tindouf avec la mise en service de la technologie 4G par l'opérateur algérien Mobilis.

L'amélioration de l'accès à Internet et le besoin, longtemps refoulé par la terreur, d'expression dans des espaces numériques offrant une certaine liberté n'a fait qu'accroître la création de sites d'information privés sahraouis, certains plus actifs et plus professionnels que d'autres. Cette prolifération n'est pas considérée comme un inconvénient par les activistes sahraouis, pour qui il est important d'occuper l'espace médiatique et ainsi de contrer les stratégies marocaines. Pourtant, elle a tendance à noyer les informations originales et de qualité dans une masse de données d'origine douteuse, et ce alors que les autorités marocaines encouragent à la création de sites en apparence « sahraouis » essentiellement destinés à discréditer le Front populaire de libération de la Saguia el-Hamra et du Río de Oro (Polisario) et le gouvernement de la RASD, à partir d'informations, elles aussi, d'une qualité plus que discutable.

Cette surmédiatisation de certaines informations s'explique également par les possibilités inédites de diffusion de l'information qu'offrent notamment des réseaux sociaux comme Facebook avec des « groupes » sahraouis réunissant plusieurs dizaines de milliers de membres (le plus grand en comptait 47 000 en 2015) ou arabes touchant plusieurs centaines de milliers de personnes (comme le groupe El-Watan al-Arabi al-Habib, avec 600 000 membres en 2015). Mais ces groupes de diffusion peinent souvent à sortir de la communauté sahraouie et du monde arabe, d'où une volonté récurrente chez les activistes sahraouis des médias de publier en espagnol (deuxième langue officielle de la RASD), en anglais afin de toucher plus



© AFP/Photo/Abdelhak Semra

facilement les instances et rédactions internationales et même en français puisque les Sahraouis savent que Paris reste un soutien officiel de poids à la position marocaine.

Émission de la TV Laâyoune, chaîne généraliste régionale publique marocaine, créée en 2004 et ciblant la population sahraouie.

~ Lutte pacifique, bataille médiatique

Le grand changement depuis la fin de la première décennie 2000 et depuis le camp de Gdim Izik est bien le passage des activistes des médias de la clandestinité à la mobilisation à visage découvert. Depuis les événements de fin 2010, en effet,





les correspondants de la RASD TV dans les territoires occupés n'hésitent plus à assurer des directs au cœur des manifestations, à interviewer des leaders de la contestation pacifique ou des victimes de la répression, souvent au péril de leur vie, mais c'est comme un défi lancé aux forces de l'ordre marocaines qui manient la violence en toute liberté dans l'espace public, le plus souvent en civil. Les vidéos et reportages tournés sur le terrain ont pour objectif de dévoiler les réalités quotidiennes de la répression marocaine et de retourner ces violations « ordinaires » contre leurs auteurs.

Les risques encourus sont connus : insultes, diffamation sur Internet, menaces économiques sur le cercle familial, agressions physiques déguisées en accidents, tortures, emprisonnements arbitraires et condamnations à des peines très lourdes, pressions sur les personnes interviewées, etc. À titre d'exemple, parmi les 23 prisonniers politiques de Gdim Izik, deux sont des journalistes d'Equipe Media, Bachir Khaddah et Hassan Dah, condamnés respectivement, après deux ans de détention préventive, à vingt et trente ans de prison. Un autre journaliste, Hassana Aliyya, arrêté le 11 décembre 2011 et relâché après trois jours d'interrogatoire, est condamné à perpétuité. Si la lutte se veut pacifique, elle passe par une véritable guerre médiatique qui suppose néanmoins un engagement et un sacrifice des activistes et journalistes sahraouis sur le terrain.

Sans surprise, chacun défend sa position politique et tente de décrédibiliser celle de l'adversaire ou de rétablir des informations jugées erronées, voire inventées par l'ennemi ou ses soutiens, et par une stratégie de massification. Du côté sahraoui, priorité est donnée au témoignage brut attestant des violations graves des Droits de l'homme (meurtres, cas de torture, détentions arbitraires, etc.). Du côté marocain, tout est mis en œuvre pour décrédibiliser le projet indépendantiste sahraoui et le leadership du Front Polisario, ainsi que la vie dans les camps de Tindouf, présentés comme des camps de concentration où les populations sont prises en otage depuis quarante ans, ou encore pour saluer le ralliement d'un cadre important du Polisario à la monarchie. Les sites d'information marocains se font également les hérauts du développementisme du royaume au Sahara occidental et des réussites de sa politique d'assimilation culturelle de la population sahraouie, rebaptisée « hassanie ».

Car c'est bien d'une guerre des mots qu'il s'agit, chaque camp veillant bien à ne pas reprendre le même vocabulaire que son vis-à-vis. Le discours marocain ne parle jamais de Sahara occidental, mais de « provinces du Sud » et de « régions sahariennes du royaume », de culture « hassanie » et non



Vie nocturne autour de cybercafés dans la wilaya de Semara, à Tindouf, en 2015.



sahraouie, de mur de « défense » à propos du « Berm » de plus de 2 700 kilomètres de long construit par les forces armées royales à la fin des années 1980, de « terroristes » pour les activistes sahraouis qu'il fait disparaître ou emprisonne, de « séquestrés » à propos des réfugiés qui vivent dans les camps, etc.

Du côté sahraoui, on ne parle jamais de « marche verte » – organisée par Hassan II (1961-1999)

le 6 novembre 1975 pour affirmer l'appartenance du Sahara au Maroc –, mais de « marche noire », de « territoires occupés » (par le Maroc) et de « territoires libérés » (sous contrôle de l'armée de libération sahraouie), de « martyrs » pour les victimes civiles de la zone sous le joug marocain, de « mur de la honte » pour le « Berm », etc.

Ce fossé lexical facilite l'identification des sites promarocains ou pro-Polisario, même si, depuis quelques années, les autorités de Rabat financent des sites d'information apparaissant comme



Le World Wide Web comme territoire sahraoui commun

S'il est normal que, dans un contexte de conflit et de crise humanitaire, on ait affaire à des formes de censure et de dénigrement du camp adverse, le développement du Web et des réseaux sociaux a toutefois eu deux acquis majeurs pour la population sahraouie. Le premier consiste en une sortie de l'isolement médiatique de la population sahraouie et de l'actualité de ce territoire toujours en attente de décolonisation, se traduisant par une mise sous les projecteurs de la planète Web des violations des Droits de l'homme dans ce territoire, modifiant considérablement les répertoires d'action des acteurs et les rapports de force sur le terrain. Cet accès facilité aux nouvelles technologies et au « monde extérieur » a largement encouragé l'émergence d'une jeune génération d'activistes sahraouis imprégnés de l'idéologie pacifiste, faisant sortir les militants de la clandestinité et les incitant à braver le dispositif de terreur à l'œuvre dans les principales villes du Sahara occidental sous contrôle marocain.

Le second acquis réside dans les liens recréés par ces nouveaux médias entre les différentes composantes de la société sahraouie, dispersée entre les camps de réfugiés de Tindouf, les territoires occupés et la diaspora. La RASD TV en particulier, reçue à la fois par le satellite et par Internet, a permis non seulement aux Sahraouis des territoires occupés de connaître l'actualité des camps de Tindouf et de la RASD, mais aussi de suivre ce qu'il se passe où ils vivent puisque cette chaîne de télévision consacre une bonne partie de ses émissions aux reportages en provenance de la zone sous contrôle marocain. Il en est de même de la diaspora sahraouie, qui peut suivre en images l'actualité de ces deux territoires. La diffusion de la radio nationale a également été facilitée puisque disposant d'un créneau horaire important sur la plage d'émission de la RASD TV.

Si ce sont avant tout les jeunes générations sahraouies qui ont bénéficié de ces nouveaux médias Web et réseaux sociaux et se les ont appropriés, les anciens (âgés de plus de cinquante ans) se sont davantage portés sur la RASD TV, accessible par satellite sur un écran de télévision. Ravivant les liens familiaux, sociaux et culturels entre ces trois espaces de vie de la population sahraouie, ces médias ont également permis de relancer la transmission des savoirs et du bagage culturel entre générations, reconsolidant le sentiment d'appartenir à un même peuple et de partager des valeurs et un objectif politique communs. ■

SÉBASTIEN BOULAY ET JULIA BUQUET

« sahraouis » mais soutenant en réalité la stratégie d'intégration marocaine et décrédibilisant subtilement la position du Polisario, seul représentant du peuple sahraoui reconnu par les instances internationales.

Cette guerre médiatique passe par d'autres procédés, à commencer par le *hacking* (piratage) dont font les frais les cyberactivistes sahraouis et contre lequel ils ont appris à se défendre. Mais surtout, l'actualité est soit surmédiatisée et dédoublée, se traduisant par une surenchère dans la désinformation, soit passée sous silence si l'événement est trop grave et difficile à démentir. Dans ce contexte, quand les médias officiels assument clairement leur rôle de porte-voix de la propagande du Maroc ou de la RASD, les médias « indépendants » peinent à s'extraire d'un parti pris militant et d'une forme d'autocensure, l'objectif étant toujours de publiciser les failles ou les exactions de l'adversaire. Dans les camps de réfugiés, les sites d'information « indépendants » comme *almasir.net* ou *futurosahara.net* ne peuvent se permettre de sortir des rails politiques du Polisario et offrent une masse critique assez faible, tout comme Equipe Media dans les territoires occupés qui, tout en montrant un certain professionnalisme, affirme sa volonté de se conformer à la ligne politique du Polisario.

NOTE

(1) Les entretiens ont été réalisés par Sébastien Boulay en juillet 2014 dans les territoires du Sahara occidental contrôlés par le Maroc, et en mars 2015 dans les camps de Tindouf (Algérie). Les auteurs et la rédaction remercient Georges Bartoli pour ses photographies (www.gbartoli.com).

